

Crise des migrants : l'Europe impuissante face au chantage turc



*Au centre, le président du Conseil européen, Donald Tusk, serre la main du premier ministre turc Ahmet Davutoglu
- Crédits photo : Francois Walschaerts/AP*

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par [Alexis Feertchak \(#figp-author\)](#)

Publié le 07/03/2016 à 17h20

FIGAROVOX/ANALYSE - Se tient ce lundi un conseil européen extraordinaire à Bruxelles. Pour Alexis Feertchak, la Turquie est en position de force, ce qui paraît de mauvaise augure pour la résolution du conflit syrien et de la crise migratoire.

*Diplômé de Sciences Po Paris, Alexis Feertchak est fondateur du site internet et de l'application **iPhilo** (<http://iphilo.fr/>).*

L'incapacité chronique de l'Europe à relever les défis historiques par elle-même l'amène généralement à laisser à d'autres le soin de le faire. L'histoire européenne qui pourrait s'écrire à Paris, à Berlin et à Londres est le plus souvent déléguée à Washington. Par moment, Riyad ou Doha se chargent aussi d'écrire quelques pages en promettant des montagnes de contrats aux chancelleries européennes transformées pour l'occasion en représentants de commerce. Face à la crise migratoire, telle est aujourd'hui la solution européenne: se mettre sous la coupe du

régime islamo-conservateur de l'autoritaire Recep Erdogan et mendier quelques concessions auprès d'Ankara. C'est une aubaine pour la Turquie qui, à force de jouer avec le feu dans le conflit syrien, finissait par s'isoler diplomatiquement sur la scène internationale.

Ceci n'a pas échappé à Selim Yenel, ambassadeur turc auprès de l'Union européenne, qui déclarait récemment: *«L'ironie de cette histoire, c'est que c'est à nous d'arrêter le flux, à nous de sauver l'UE!»*. Comme la Turquie n'en fait pas partie, autant qu'elle monnaie chèrement une telle mission. D'où vient que l'Europe a pu se placer dans une telle impasse, qu'elle est aujourd'hui acculée et soumise au chantage de Recep Erdogan?

L'échec historique de Berlin

L'Allemagne a joué avec le feu en annonçant qu'elle accueillerait 800 000 migrants en 2015 et 3,6 millions d'entre eux d'ici 2020 sans considérer que cette politique d'accueil généreuse aurait nécessité au préalable une concertation entre l'ensemble des pays européens dans le cadre des accords de Schengen. Habitué à sonner le «la» des décisions de l'UE, Berlin pensait pouvoir imposer aux pays européens une politique de quotas capable de répartir sur l'ensemble du continent le flux grandissant de migrants traversant la mer Méditerranée. Berlin n'a pas vu ou n'a pas voulu voir qu'aucune structure à l'échelle de l'Union n'avait la légitimité ou la capacité pratique pour organiser une telle politique d'accueil. En voulant accueillir une part de la misère du monde plus importante qu'elle ne le pouvait, la chancelière Angela Merkel a creusé elle-même la tombe de l'espace Schengen, illustration la plus concrète avec l'Euro de la construction européenne.

Recep Erdogan semble en effet apprécier cette nouvelle arme géopolitique que la politique migratoire européenne et particulièrement allemande a contribué de forger. Les migrants en sont les premières victimes.

Dans un tel contexte d'afflux migratoire, sans possibilité pour les Etats européens de trier efficacement les vraies demandes d'asile des cas largement majoritaires d'immigration économique, l'Allemagne a été parmi les premiers pays européens à

rétablir un contrôle de ses frontières nationales, suivie par les pays d'Europe centrale et orientale, notamment ceux du groupe de Visegrad (République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Pologne). Ne pouvant laisser les migrants errer entre les pays européens, Angela Merkel a finalement choisi en novembre 2015 de rétablir les accords de Dublin par lesquels les réfugiés doivent s'inscrire dans le pays européen où ils sont arrivés en premier. Une première entorse à la politique accueillante de «maman Merkel» qui a eu pour conséquence de transformer peu à peu la Grèce en vaste salle d'attente pour les migrants. Incapable de jouer sérieusement un tel rôle, Athènes a vu avec inquiétude s'ériger derechef les frontières nationales le long de la route des Balkans, apeurée à l'idée de devenir le grand réceptacle européen des vagues migratoires venues de Turquie. Quant à l'établissement des fameux «hotpots» en Grèce et en Italie, ceux-ci sont aujourd'hui incapables de relocaliser avec suffisamment d'efficacité les réfugiés entre les pays européens de même que l'agence Frontex est impuissante pour assurer le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne.

Cette inconsciente politique a eu pour conséquence de laisser l'Europe à la merci des foudres de Recep Erdogan, qui a compris que les migrants pouvaient servir d'arme géopolitique pour faire plier l'échine des pays européens. Le sommet UE/Turquie de ce lundi 7 mars est l'aboutissement de cette politique allemande qui a consisté à transformer la Turquie en maître du jeu de la crise migratoire.

Un coûteux accord de papier avec Ankara

Dans la mesure où toute politique étrangère se fonde sur des réalités et non sur des intentions, il était inévitable que l'Union européenne dût négocier avec la Turquie. La question est en revanche de savoir dans quelle situation et avec quel poids les pays européens abordent cette négociation avec Ankara. La situation engendrée par la politique européenne migratoire est telle que le sommet extraordinaire entre les chefs d'Etat et de gouvernement européens et le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu donne l'avantage aux Turcs et laisse l'Europe impuissante face au chantage de Recep Erdogan.

Car qu'attendre aujourd'hui du sommet? Sur le papier, le plan est ambitieux: il s'agit d'abord de créer un mécanisme commun d'ici le 1er juin entre l'UE et la Turquie pour que les migrants économiques puissent être «réadmis» en Turquie et quitter ainsi l'Union européenne. Il s'agit ensuite d'améliorer la coopération sécuritaire en mer Méditerranée pour que l'UE et la Turquie, aidées de navires de

l'OTAN, puissent mettre fin au jeu criminel des passeurs. Dans un tel cadre, il serait possible de rétablir l'intégrité de l'espace Schengen, d'assurer la gestion des demandeurs d'asile dans les «hotpots» répartis le long des frontières extérieures de l'Union et de soulager la Grèce tout en apaisant la colère des pays d'Europe centrale et orientale en fermant la «route des Balkans». Sur le papier, tout est parfait. Mais c'est là que le bât blesse car quelles sont les garanties pour qu'Ankara réalise sa part du contrat? C'est le scepticisme dont faire part Dorothee Schmid de l'IFRI au quotidien Les Echos: «Rien ne serait pire avec la Turquie que des effets d'annonce sans résultat». Tel est pourtant le risque car la persistance de la crise migratoire en Europe est un moyen pour Ankara de conserver un rapport de force avantageux et d'obtenir encore davantage de Bruxelles. Alors que la Turquie ressemble de plus en plus à une «démocrature islamiste», où la liberté de la presse est bâillonnée et où l'islamo-conservatisme se durcit chaque jour davantage, Ankara obtiendra une réouverture symbolique de son processus d'intégration à l'Union européenne avec les aides des fonds européens que cela signifie. Ce sont près de 6 milliards d'euros qui ont déjà été délivrés dans ce cadre entre 2001 et 2013. Ankara obtiendra également les trois milliards d'euros prévus en novembre pour l'aider à s'occuper des réfugiés hébergés sur son sol ainsi qu'une libéralisation des visas européens pour ses ressortissants. La facture est lourde pour que l'Europe paie à Ankara son impuissance à régler par elle-même la crise migratoire.

Une position de force de la Turquie de mauvaise augure pour la résolution du conflit syrien

En souhaitant à n'importe quel prix résoudre avec Ankara la crise des migrants, les dirigeants européens semblent oublier que celle-ci sera largement résolue le jour où l'on verra pointer la fin du conflit en Syrie et en Irak. Or, le pis dans la position de dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Turquie est d'encourager Ankara à continuer de souffler sur les braises du Levant en entretenant un jeu trouble avec les terroristes islamistes du Front al-Nosra et de l'Etat islamique et en bombardant les positions des Kurdes syriens, ce qui menace de faire se rompre le fragile cessez-le-feu actuellement en vigueur sur le sol syrien.

Le pari de la chancelière Angela Merkel de transformer le président Recep Erodgan en premier partenaire de l'Europe pour régler la crise migratoire risque de voir se répéter les erreurs stratégiques commises en Syrie lorsque l'Occident a forgé une dangereuse alliance avec les puissances sunnites que sont la Turquie,

l'Arabie saoudite et le Qatar. Loin de pacifier et de démocratiser le Levant, Ankara, Riyad et Doha souhaitaient d'abord déstabiliser un régime baasiste pris dans l'arc chiite. L'intervention extérieure de ces pays en Syrie, loin de sauver les Printemps arabes, ont contribué à les enterrer définitivement dans une guerre civile fratricide. La question demeure ouverte si un accord est passé entre Bruxelles et Ankara: la Turquie a-t-elle vraiment intérêt à ce que la crise migratoire en Europe soit résolue? Recep Erdogan semble en effet apprécier cette nouvelle arme géopolitique que la politique migratoire européenne et particulièrement allemande a contribué de forger. Les migrants en sont les premières victimes.



Alexis Feertchak
